

**Joint STATEMENT FROM the FAO, (UNESCO) et GVTC ON BEHALF OF COLLEGE 7:
MULTILATERALS AND INTERGOVERNMENTALS TO THE 4TH COUNCIL MEETING OF
CONGO BASIN FOREST PARTNERSHIP HELD ON 1ST JUNE 2018 IN BRAZZAVILE,
REPUBLIC OF CONGO**

FAO and GVTC

His Excellence, Minister of State and Facilitator of Congo Basin Forest Partnership

Your Excellences, the Ministers present here in the 4th Congo Basin Forest Partnership Council Meeting

Distinguished Participants

Ladies and Gentlemen

On behalf of the College 7 of multilaterals and intergovernmental organizations, we wish to congratulate His Excellence, François-Xavier de Donnea upon taking up the noble role of Facilitator of Congo Basin Forest Partnership (CBFP). College 7 welcomes the Facilitation of the Kingdom of Belgium, and wish the Kingdom well in this role. We reiterate our commitment on behalf of intergovernmental organizations to work together with the Facilitator for conservation in the Congo Basin.

L'état des lieux du collège :

La FAO

En marge de quatrième réunion du conseil du PFBC, du 30 au 31 mai 2018, la FAO a organisé un atelier de validation de la feuille de route pour une foresterie participative plus efficace en Afrique Centrale : « La Feuille de route de Brazzaville ». Cet atelier rentre dans la mise en œuvre d'une recommandation 2 du Stream 1 de la RdP 17 DU PFBC.

La feuille de route de Brazzaville, avec ces 7 priorités a été validée avec amendements par les participants. Les participants ont jugé utile d'intégrer une

priorité additionnelle qui porte sur l'économie de la foresterie participative et d'amender quelques options pour l'action. « La Feuille de Route de Brazzaville », Plan d'actions pour une foresterie participative plus efficace en Afrique centrale Les priorités désormais inclut les priorités suivantes :

1. Définir une vision claire et des objectifs pour la foresterie participative
2. Créer un environnement institutionnel, juridique et réglementaire favorable à la foresterie participative
3. Faire évoluer les forêts communautaires et promouvoir d'autres régimes de foresterie participative
4. Assurer un accompagnement adéquat de la part des services techniques de l'Etat
5. Promouvoir l'adoption des technologies adaptées
6. Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans l'encadrement des populations autochtones et des communautés locales
7. Evaluer périodiquement l'étendue et l'efficacité de la foresterie participative

Pour la suite du processus, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

- Finaliser la Feuille de route et la transmettre aux Ministres des pays de la sous-région ;
- Restituer les conclusions de la consultation pendant la 18^{ème} Réunion des partenaires du PFBC ;
- Organiser un side event de haut niveau pour présenter la Feuille de route de Brazzaville pendant la 18^{ème} Réunion des partenaires du PFBC ;
- Présenter la Feuille de route pendant la 21^{ème} Session de la Commission des forêts et de la faune sauvage d'Afrique (Dakar, 19-23 juin) et à la 24^{ème} Session du Comité des Forêts (Rome, 16-20 juillet) ;
- Faciliter l'adoption formelle de la Feuille de route de Brazzaville par les instances habilitées de la COMIFAC ou de la CEEAC.

Les participants ont exhorté Madame la Ministre de l'Economie Forestière du Congo d'accepter d'être l'Ambassadrice de la Feuille de route de Brazzaville.

FAO supports the proposed roadmap of the Kingdom of Belgium for facilitating CBFP. The FAO would like to point out that the solution of the human- wildlife conflict and involvement of communities into wildlife management can be among supportive instruments for addressing wildlife trafficking/ crime and is worth to be considered.

On behalf of UNESCO :

L'UNESCO souhaiterait contribuer sur la question de la lutte anti-braconnage (point iii de la Feuille de Route) et la sécurité transfrontalière.

En effet, un grand nombre de sites du patrimoine mondial d'Afrique Centrale est affecté par ces menaces d'insécurité et braconnage transfrontalier. La plupart des sites de la région sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour ces mêmes raisons.

La Convention du patrimoine mondial peut être un important instrument politique pour réunir les acteurs de la région autour de ces problématiques. Ces menaces pèsent sur les valeurs biologiques et fauniques de biens du patrimoine mondial et certains sites tels que le Parc National de Manovo Gounda Saint Floris, en République centrafricaine, a presque perdu toute sa faune et est totalement envahi par le bétail.

Cette situation risque de lui faire perdre son statut de patrimoine mondial.

L'UNESCO va envoyer une mission en RCA à l'automne prochain pour évaluer la situation sur le terrain.

Les rapports sur les états de conservation de ces sites seront examinés lors de la 42ème session du Comité du patrimoine mondial qui se tiendra du 24 juin au 4 juillet à Bahreïn. Le Comité va adopter un certain nombre de décisions à l'attention des Etats membres de cette Convention pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour améliorer l'état des biens du patrimoine mondial.

De très nombreux Ministres, Conservateurs et acteurs de la conservation participent au Comité. L'UNESCO peut également mettre ces thématiques de l'insécurité et braconnage transfrontalier à l'agenda de la prochaine session du Comité du patrimoine mondial.

L UNESCO est prêt s'échanger avec la facilitation, dans un avenir proche, pour voir comment concrétiser cette collaboration et mettre nos efforts en commun.

GVTC

GVTC welcome the roadmap of the Kingdom of Belgium for facilitating CBFP. More importantly, we welcome the roadmap particularly that addressing wildlife crime across international boundaries. Wildlife crime is a key bottleneck in conservation of wildlife in Africa and world over. This requires transboundary collaborative efforts. Cooperation between countries in the Congo Basin and with countries bordering COMIFAC countries is crucial for success in combating wildlife crime. In GVTC, we mapped routes of wildlife trafficking and found routes from Central Africa and North Africa into East African countries.

Organized crimes such as wildlife trafficking look for easy and less risky routes. If countries in the Congo Basins are strong, the criminals will escape through for example the Nile basin Countries. Cooperation between Congo Basin Forest Partnership and the Nile Basin is crucial for success in the Congo basin. This should be one of the agenda to pursue. It is also important that CEEAC strengthen cooperation with East Africa Community to fight wildlife trafficking. GVTC developed Zero Poaching Strategy for the Greater Virunga Landscape network of protected areas but its implementation requires broader cooperation and collaboration beyond the Greater Virunga Landscape.

In order to achieve the roadmap and sustainable conservation of natural resources in the Congo Basin, capacity enhancement of key organizations involved in conservation is very important. There is need for strengthening technical and financial capacity of organizations to improve programming, research, monitoring and evaluation

We have a clear roadmap for the CBFP; many actions will be undertaken and will produce results. However, we need to measure and report these results. There is need for periodic reporting of conservation status, which demonstrate the sum effects of all conservation efforts by all stakeholders. We need to track and report on some indicators annually.

College 7 is committed to working together under facilitation of the Kingdom of Belgium and Facilitator of Congo Basin Forest Partnership.